



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 1^{er} mars 2021

SOMMAIRE

Chine continentale

Lianghui ([ici](#))

Orientation des politiques macro-économiques en 2021 : *quels sont les enseignements que l'on peut tirer des rapports publiés ce jour quant aux objectifs de croissance et à l'orientation de la politique économique ?*

Commerce et investissements : *le gouvernement reste sur sa lancée concernant le commerce extérieur et les investissements*

Sciences et technologies : *des priorités scientifiques sont définies dans le but de valoriser la recherche, notamment fondamentale, en lien avec les priorités nationales*

Innovation : *le gouvernement chinois cherche à mobiliser les ressources du secteur privé pour atteindre ses objectifs*

Numérique : *dans la continuité de l'initiative internet +, le gouvernement chinois souhaite poursuivre la numérisation de l'économie*

Environnement et climat : *timides annonces dans le domaine de l'environnement, du climat et de l'énergie*

Aéronautique : *le Premier ministre annonce une baisse de 20% en 2021 des cotisations des compagnies aériennes au fonds de développement de l'aviation civile*

Propriété intellectuelle : *que faut-il attendre du 14^{ème} plan quinquennal ?*

Conjoncture ([ici](#))

PMI : *les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment la poursuite du ralentissement de la croissance du secteur manufacturier en février*

Comptabilité nationale : *la richesse nationale croît plus rapidement que le PIB en Chine au cours des 20 dernières années*

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché obligataire : la Chine révisé les règles de notation de crédit pour l'émission d'obligations des entreprises

Réglementation : introduction de nouvelles réglementations restrictives dans plusieurs grandes villes afin de limiter la spéculation immobilière

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine - US : l'USTR cible la Chine dans son premier rapport annuel sous Biden

Relations Chine - UE : la Commission européenne publie son rapport d'évaluation de la politique commerciale

Relations Chine – UE : l'accord UE - Chine de reconnaissance mutuelle des indications géographiques est rentré en vigueur

Investissements : chute des IDE chinois vers l'Australie en 2020

Relations Chine – US : la bourse de New York entame le retrait de CNOOC

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Politique industrielle : les patrons des grands groupes technologiques soumettent leurs propositions à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC)

Télécommunications : Huawei annonce une baisse de 60% de sa production de terminaux mobiles

E-commerce : des plateformes fortement sanctionnées par les autorités

Propriété intellectuelle : la Chine en tête des dépôts de brevets internationaux pour la deuxième année consécutive

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : baisse de l'intensité carbone de l'économie chinoise en 2020 et sur la période du 13ème plan quinquennal, malgré une hausse des émissions de CO2

Energie : State Grid publie un plan de décarbonation du réseau électrique pour la période du 14ème plan quinquennal

Marché carbone : annonce de la date de mise en œuvre effective de la plate-forme d'échanges de quotas d'émissions du marché national du carbone

Climat : plusieurs nominations dans le secteur de l'environnement, dont celle d'un nouveau ministre des Ressources en eau

Transport aérien : débat sur l'opportunité d'adopter un passeport vaccinal pour les passagers en vue des Liang Hui de mars

Aéronautique : China Eastern annonce une commande ferme pour l'acquisition de 5 appareils C919 de COMAC

Transport aérien : une première évocation d'une levée des restrictions au voyage entre la Chine et les Etats-Unis

Aéroports : la restructuration de HNA entraîne la mise en faillite de l'aéroport de Sanya – Phoenix

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Guizhou : L'urbanisation, le tourisme et l'économie numérique, trois objectifs prioritaires du Guizhou d'après son 14ème plan quinquennal

Delta du Yangtsé : stabilité du trafic de conteneurs dans les ports de Shanghai et Ningbo en 2020

Shanghai : renforcement du rôle régional et international du hub de Hongqiao

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Bourse : l'indice HSI passera de 55 à 80 constituants en 2022

Bourse : Hong Kong étudie la possible introduction de SPACS à la bourse

Budget 2021-22 : le gouvernement annonce un budget en déficit pour 2021-22, avec des mesures de soutien à l'économie plus modestes que l'année passée

Actualité monétaire : le gouvernement émet 130 M USD d'obligations à 15 ans

Actualité monétaire : les dépôts ainsi que les crédits en forte hausse au mois de janvier 2021

Ventes de détail : recul de -13,6% en glissement annuel au mois de janvier

Macao

Casinos : revenus en croissance de 135,6% en février

Taiwan [\(ici\)](#)

Production industrielle : net rebond de certains secteurs traditionnels en janvier

Commerce de détail : forte progression du marché automobile et du e-commerce en janvier

Balance des paiements : forte progression au T4 2020

Mix énergétique : mobilisation contre le projet de construction d'un troisième terminal gazier

Mongolie [\(ici\)](#)

Rio Tinto : Oyu Tolgoi paie 230 Mds MNT (68 MEUR) d'arriérés d'impôts au Trésor mongol dans le cadre d'une négociation visant à remplacer d'accord d'expansion de la mine souterraine de 2015.

Finances publiques : les investissements directs étrangers devraient atteindre 1,4 Md USD en 2021

Chine continentale

Lianghui

Le 5 mars ont été dévoilés trois rapports structurants : le Rapport sur le travail du Gouvernement (à la suite du discours de Li Keqiang), présentant les réalisations de l'année 2020, les principaux objectifs pour 2021 et les orientations du 14^{ème} Plan Quinquennal ; le rapport de la NDRC détaillant de manière plus significative le bilan de l'année 2020 et les objectifs et orientations économiques pour le développement en 2021 ; et une version préliminaire en langue chinoise du Quatorzième Plan Quinquennal (2021-2025).

Orientation des politiques macro-économiques en 2021: quels sont les enseignements que l'on peut tirer des rapports publiés ce jour quant aux objectifs de croissance et à l'orientation de la politique économique ?

Les principaux objectifs économiques définis pour 2021 sont les suivants :

- (1) Croissance du PIB au-dessus de 6% : contre toute attente, la Chine établit un objectif quantitatif de croissance annuelle du PIB au-dessus de 6%, contrairement à l'année dernière où aucun objectif n'avait été fixé lors des *Lianghui* en mai 2020 dans le contexte de la crise du Covid ; pour rappel, en 2019, le gouvernement avait fixé un objectif défini autour d'un intervalle compris entre 6% et 6,5%, pour intégrer l'incertitude liée aux prévisions afférentes à l'exercice. Selon les rapports, un objectif de croissance fixé à un niveau au-dessus de 6% sera non seulement atteignable au regard de la base faible de 2020 (le consensus actuel des économistes s'inscrit autour de 8%), mais permettra de mener à bien les réformes et un développement de qualité. Les indicateurs fixés de croissance, d'emploi et d'inflation permettront de maintenir le développement de l'économie dans une « fourchette appropriée ». Il convient de noter que l'objectif de doubler le PIB d'ici 2035 cité lors du Cinquième Plenum en octobre 2020 impliquerait un taux de croissance annuel moyen de 4,7% sur la période 2021-2035 ;
- (2) Création de plus de 11M de nouveaux emplois urbains (contre 9M en 2020) et taux de chômage urbain maintenu autour de 5,5%, à l'instar de 2020 ;
- (3) Augmentation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) d'environ 3%.

Le policy-mix et les politiques relatives au marché de l'emploi s'inscrivent dans la continuité de 2020 et se veulent flexibles. Les autorités assureront la « continuité, cohérence et soutenabilité » des politiques macro-économiques, en opérant des mesures ciblées, précises et ajustées en fonction des fenêtres d'opportunité, par des ajustements progressifs et en évitant des inflexions brutales.

Sur le volet budgétaire tout d'abord, les autorités prônent la poursuite de politiques budgétaires proactives, tout en améliorant leur efficacité et leur soutenabilité. Le déficit budgétaire officiel sera ramené à environ 3,2% du PIB (contre "3,6% ou plus" fixé en 2020). Les dépenses gouvernementales augmenteront, en lien avec un rebond des recettes fiscales. Les efforts se concentreront sur le soutien à l'emploi et au niveau de vie des populations. Des coupures budgétaires dans les dépenses non

essentielles du gouvernement central seront généralisées. Les transferts budgétaires globaux aux gouvernements locaux augmenteront de 7,8% (pour un montant de 8337 Mds RMB), incluant une augmentation de plus de 10% pour les transferts visant à équilibrer l'offre de services publics de base et les subventions pour assurer le financement des autorités à l'échelle des comtés. L'allocation directe des fonds aux autorités aux niveaux des préfectures et des comtés deviendra la règle de base. Cependant, les gouvernements locaux devront faire preuve de frugalité dans la gestion de leurs dépenses. Les politiques d'exonération et de réduction fiscale se poursuivront afin de soutenir les entités de marché (extension de la durée prévue pour les allègements du paiement de la TVA pour les petits contribuables) et de nouvelles politiques de réductions d'impôts structurelles seront adoptées. Le seuil d'imposition à la TVA des petits contribuables sera élevé de 100 000 RMB à 150 000 RMB de chiffre d'affaires mensuel. Les montants d'imposition sur le revenu des sociétés de types PME et petits entrepreneurs sera diminué de moitié. Tous les gouvernements locaux doivent mettre en œuvre les politiques de réductions fiscales.

Sur le volet monétaire, les autorités maintiendront une politique monétaire flexible, ciblée et calibrée. La croissance de M2 et du TSF s'inscrira en ligne avec celle du PIB nominal, cependant que l'objectif est de stabiliser le ratio d'endettement, qui a fortement dérivé en 2020 (de plus de 20 points de PIB). Des interrogations demeurent sur la mesure et le rythme de la normalisation de la politique monétaire, étant donné qu'en 2020, les agrégats de crédit avaient fortement augmenté, alimentant aux yeux des autorités de supervision bancaire (PBoC et CBIRC) le risque d'une bulle du crédit, assorti de répercussions sur l'évolution des prix des logements. Les rapports soulignent également que le taux de change du RMB sera maintenu à un niveau stable et adapté. Des mesures supplémentaires seront prises pour soutenir les PME, notamment la poursuite des mesures de retardement des remboursements des intérêts et du principal des prêts contractés. La finance inclusive sera renforcée via le *re-lending* et le *rediscounting*. Les banques seront encouragées à augmenter l'encours des prêts, en particulier envers les initiatives vertes, les PME, les entrepreneurs, les projets technologiques et innovants. Les prêts inclusifs aux PME par les grandes banques commerciales augmenteront de plus de 30% en 2021. Les procédures d'évaluation des performances des institutions financières seront améliorées.

En outre, les autorités donnent la priorité aux politiques de soutien à l'emploi via notamment un soutien aux entreprises pour éviter les licenciements et réduction d'effectifs, le renforcement de l'assurance chômage, les aides aux jeunes diplômés et le renforcement de l'offre de formations professionnelles. Les autorités visent à la création d'un marché de l'emploi suivant les règles du marché.

Commerce et investissements : le gouvernement reste sur sa lancée concernant le commerce extérieur et les investissements

Plusieurs annonces ont été faites concernant le commerce extérieur et les investissements, notamment :

Afin d'améliorer la croissance du commerce extérieur, le gouvernement va augmenter les crédits accordés aux PME ayant des relations commerciales avec l'étranger et étendre la couverture de l'assurance-crédit à l'exportation. Le commerce de services sera promu, en réduisant les taxes sur les importations et en continuant la tenue des foires internationales.

« Les investissements étrangers seront utilisés plus efficacement ». Le gouvernement prévoit de continuer de réduire la liste négative des investissements étrangers en particulier dans les secteurs de services. Le développement des zones de libre-échange, dont celle de Hainan, continuera. Le rapport rappelle également la promotion de la concurrence équitable entre les entreprises chinoises et étrangères afin de protéger les droits de ces dernières. Le gouvernement souhaite promouvoir les investissements sortants dans les pays de la BRI.

Concernant les relations bilatérales et multilatérales, la Chine prévoit de continuer les négociations avec le Japon et la Corée du Sud en vue d'un accord de libre-échange, de « considérer activement » de rejoindre le CPTPP et de mettre en force rapidement l'implémentation du RCEP. Le rapport appelle également à une promotion de relations sino-américaines « mutuellement bénéfiques basées sur le l'égalité et le respect».

En outre, le plan quinquennal rappelle le concept de circulation duale, et souhaite pour cela :

(1) développer de manière « synergiques » les importations et exportations, notamment en réduisant les droits de douanes, en augmentant les importations de biens de consommation de haute qualité, de technologies avancées, de ressources énergétiques, et de promouvoir la diversification des sources d'importation.

(2) soutenir les investissements étrangers, notamment dans les secteurs de la fabrication de moyenne et haute gamme.

Concernant la gouvernance mondiale, le plan vise à :

(1) soutenir le système commercial multilatéral, en particulier à la participation de la réforme de l'OMC tout en sauvegardant le statut des pays membres en développement ; appelle à la participation à d'autres instances telles que l'APEC, le sommet des BRICS, et propose davantage d'initiatives chinoises. Le plan appelle à soutenir de manière plus accrue la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.

(2) améliorer le libre-échange avec des pays partenaires, notamment construisant plus de zones de libre-échange au niveau mondial, en accélérant le processus de négociation de l'ALE Chine – Japon – Corée du Sud et du partenariat transpacifique. Le plan appelle également à la mise en œuvre des accords signés tel que le RCEP.

(3) créer un « environnement extérieur favorable », en particulier en approfondissant les relations avec les pays voisins et en renforçant la coopération avec les pays en développement.

Sciences et technologies : des priorités scientifiques sont définies dans le but de valoriser la recherche, notamment fondamentale, en lien avec les priorités nationales

Les investissements en R&D doivent augmenter de plus de 7% par an d'ici 2025. Les objectifs stratégiques nationaux doivent guider la priorisation des efforts d'innovation, l'objectif étant de faire que les laboratoires nationaux guident les « la force stratégique scientifique et technologique nationale » (战略科技力量). Les principaux secteurs identifiés pour l'implémentation de ces laboratoires

nationaux sont, dans l'ordre, le quantique, l'optoélectronique, la nanoélectronique, les télécommunications, l'intelligence artificielle, les biotechnologies, et les « énergies modernes ». Les instituts de recherche et les entreprises sont incités à mettre en commun leur ressources.

L'accent est mis sur la recherche fondamentale, dont la part des investissements doit atteindre 8% du total alloué à la recherche, Li Keqiang ayant annoncé un objectif d'augmentation des dépenses de 10,6% pour la recherche fondamentale en 2021. L'établissement d'un mécanisme « sain » d'évaluation et d'incitation des travaux de recherche est également promu, dans la continuité des efforts pour promouvoir une innovation plus qualitative. De même, le nombre de brevets d'invention de « grande valeur » pour 10 000 habitants doit passer de 6,3 pour 10 000 habitants (2020) à 12 d'ici 2025 bien que cette approche quantitative semble en porte-à-faux avec les objectifs affichés.

Innovation: dans la lignée des évolutions suggérées ces derniers mois, le gouvernement chinois cherche à mobiliser les ressources du secteur privé pour atteindre ses objectifs d'innovation

Le gouvernement annonce également vouloir s'appuyer sur les forces du marché et renforcer les politiques incitatives pour encourager l'innovation issue des entreprises, notamment via des systèmes d'abattage et incitations fiscales ou encore en adaptant les appels d'offre gouvernementaux. Le texte mentionne par ailleurs la possibilité de tolérer certaines « erreurs » pour optimiser le fonctionnement du système d'innovation chinois et permettre plus de créativité. Plus d'autonomie devrait en outre être accordée aux équipes de recherche pour mener leurs travaux.

Conformément aux orientations déjà évoquées, les « champions nationaux » sont encouragés à mettre en place des « plateformes nationales » pour fédérer les écosystèmes innovants en y intégrant les instituts de recherche et les entreprises en amont et en aval des chaînes de valeur. Jusqu'à présent, cette approche a été particulièrement mise en avant dans les programmes de promotion de l'internet industriel, les entreprises étant invitées à partager leurs données sur de telles plateformes pour faire émerger des solutions innovantes, y compris « transectorielles ».

Numérique: dans la continuité de l'initiative Internet +, le gouvernement chinois souhaite poursuivre la numérisation de l'économie

La numérisation de l'économie fait également l'objet d'un chapitre dédié couvrant à la fois les thématique hardware et software. Cela passe tout d'abord par une réduction de la fracture numérique et des investissements en infrastructure dans la continuité du plan des « nouvelles infrastructures » annoncé dans le cadre du plan de relance post-covid. Il s'agit par exemple d'accélérer le déploiement des réseaux 5G pour atteindre une couverture de 56% des utilisateurs d'ici 2025 tout en déposant des brevets pour les technologies 6G de manière prospective.

Des exemples concrets d'application de l'intelligence artificielle sont présentés : transports, énergie, production manufacturière, agriculture & irrigation, éducation, santé, loisirs, communauté, appareils ménagers et administration. Pour cela, les technologies suivantes sont identifiées comme clés : puces avancées, systèmes d'exploitation, algorithmes d'intelligence artificielle, capteurs, cloud computing, quantique, mémoire ADN, puces logiques, big data, internet des objets (IoT), internet industriel, blockchain, IA et la réalité augmentée/ virtuelle.

Outre la transformation du secteur privé, le gouvernement chinois estime que cette transformation de l'industrie doit également permettre au gouvernement de fournir des services publics « intelligents » (éducation, santé, administration...). Cela se caractérise par la vision « internet+ service public » (互联网+公共服务) et par la promotion de plateformes de smart city, mais aussi de « campagne numérique » (数字乡村) pour les zones rurales. Le gouvernement s'engage également à construire des bases de données publiques, ouvertes et sécurisées pour permettre un meilleur partage des informations au niveau des gouvernements et administrations. Cette approche s'intègre dans la construction d'un système de crédit social présenté comme « sain » (健全社会信用体系) permettant la collecte et le partage d'informations, notamment dans le domaine financier, où l'objectif est de construire un système d'évaluation de crédit compétitif au niveau international.

Climat et environnement : timides annonces dans le domaine de l'environnement, du climat et l'énergie

Concernant les objectifs climatiques, très attendus après l'annonce de neutralité carbone à l'horizon 2060, les principaux chiffres concernent la baisse d'intensité énergétique et d'intensité carbone (respectivement consommation d'énergie rapportée au PIB et émissions de CO₂ rapportée au PIB). Les objectifs sont respectivement de -13,5 % et de -18 % sur la durée du plan quinquennal (pour 2021, l'objectif est de baisser l'intensité carbone de -3%).

Pour mémoire, le treizième plan quinquennal prévoyait pour l'intensité énergétique une baisse plus ambitieuse (-15 %) et pour l'intensité carbone une baisse équivalente (-18 %). Le rapport de l'Institut du changement climatique et du développement durable (en anglais ICCSD) qui avait servi de base scientifique pour l'annonce de neutralité carbone préconisait pour le 14^{ème} plan quinquennal des objectifs légèrement plus ambitieux (-14 % et -19 %), tout en reconnaissant que les plans quinquennaux ultérieurs devraient monter sensiblement leurs ambitions climatiques pour atteindre l'objectif final de neutralité carbone.

Sur le plan énergétique, le 14^{ème} plan quinquennal fixe un objectif d'atteinte, d'ici 2025, de 20 % d'énergies non-fossiles dans le mix de consommation (contre 15 % aujourd'hui, objectif à 25 % pour 2030) et de 70 GW de capacités nucléaires (51 GW aujourd'hui, l'objectif de 58 GW du 13^{ème} plan n'ayant pas été atteint). Aucun objectif de capacités installées n'est donné pour les autres sources d'énergie, notamment les énergies renouvelables, alors que Xi Jinping annonçait en décembre l'atteinte de 1200 GW de capacités éoliennes et solaires d'ici 2030. Des précisions pourraient être apportées dans le 14^{ème} plan quinquennal spécifique à l'énergie, à paraître fin 2021.

On notera l'absence d'un seuil maximal de consommation d'énergie sur 5 ans, pourtant présent dans le 13^{ème} plan, et d'un seuil maximal d'émissions de CO₂, qui avait été recommandé par les experts de l'ICCSD.

Concernant les autres objectifs environnementaux, le 14^{ème} plan quinquennal prévoit une hausse de la couverture forestière, la faisant passer de 23,2 % actuellement à 24,1 % (+0,9%). Pour mémoire, le précédent plan quinquennal prévoyait une hausse de 1,38 point sur la dernière période quinquennale.

Enfin, on peut noter que le rapport de travail du gouvernement mentionne l'objectif d'atteindre à la fin de l'année 2021 un taux de 70 % de « chauffage propre » (c'est-à-dire le remplacement du chauffage

à charbon par des chaudières à gaz) dans les logements dans la partie nord de la Chine, contre 65 % actuellement.

Sur la qualité de l'air, le plan fixe l'objectif d'éliminer la « quasi-intégralité » des jours de forte pollution atmosphérique.

Les différents documents reprennent également des objectifs déjà annoncés et non chiffrés, comme l'interdiction de la pêche sur le fleuve Yangtsé, le développement des éco-emballages pour les livraisons à domicile ou le développement du marché carbone au niveau national.

Ils mentionnent également une extension du catalogue des entreprises éligibles à des crédits d'impôts sur le revenu en raison de leur engagement environnemental et la mise en place de soutiens financiers pour le développement bas-carbone.



		Fin 2015	13 ^{ème} plan quinquennal (2016-2020)		14 ^{ème} plan quinquennal (2021-2025)
			Objectif pour 2020	Situation actuelle	Objectif 2025
Energie	Réduction de l'intensité énergétique	18,2 %	15 %	13,2 % (2019) 14,3 % (estimations ICCSD)	13,5 %
	Part d'énergies non fossiles dans le mix de consommation	12 %	15 %	15 %	20 %
	Capacité nucléaire installée	26 GW	58 GW	51 GW	70 GW
Air	Réduction de l'intensité carbone (CO₂)	20 %	18 %	18,8 %	18 %
	Pourcentage de jours de « bonne » qualité de l'air	76,7 %	>80 %	87 %	87,5 %
	Baisse de concentration annuelle moyenne de PM_{2,5}	///	18 %	23,1 %	10 %
	Baisse d'émissions cumulées de dioxyde de soufre (SO₂), d'oxyde d'azote (NO_x), de demande chimique en oxygène (COD) et d'azote ammoniacal	///	SO ₂ : 15 % NO _x : 15 % COD: 10 % Azote ammoniacal : 10 %	SO ₂ : 22,5 % NO _x : 16,3 % COD: 11,5 % Azote ammoniacal : 11,9 %	NO _x : >10 % COD : 8 % Azote ammoniacal : 8 %
Eau	Part des plans d'eau atteignant ou dépassant la classe 3	66 %	>70 %	83,4 %	85 %
	Réduction de la consommation d'eau par unité de PIB	///	23 %	///	16 %
Terres	Couverture forestière	21,66 %	23,04 %	23,2 %	24,1 %
	Volume de bois sur pied	15,1 Mds m ³	16,5 Mds m ³	///	///
	Taux de protection des zones humides	///	///	///	55 %

Aéronautique : le Premier ministre annonce une baisse de 20% en 2021 des cotisations des compagnies aériennes au fonds de développement de l'aviation civile

Les principales déclinaisons du 14^{ème} plan en matière d'infrastructures, transport aérien ou industrie aéronautique seront précisées dans les documents ministériels à venir (CAAC, MIIT). Dans le rapport annuel du gouvernement par LI Keqiang, on relève cependant une mesure fiscale sectorielle concrète : réduction de 20% en 2021 de la cotisation des compagnies aériennes au fond de développement de l'aviation civile. Pour rappel, le recouvrement de cette taxe avait été gelé en 2020, afin de baisser la pression sur la trésorerie des compagnies aériennes (et éviter également la répercussion de cette taxe sur le prix des billets d'avions).

Le Ministère des Finances (MOF) avait déjà annoncé début janvier une réforme de l'allocation des recettes du fonds de développement de l'aviation civile en 2021 (recettes estimées à 2,43 Mds de CNY avant cette annonce du PM) qui seront désormais affectées davantage à la modernisation de la logistique, plutôt qu'à la construction ou à la gestion d'aéroports civils. Ce sont les provinces et les municipalités qui devront se substituer à l'Etat (Voir Brèves du SER, [semaine du 11 janvier](#)). Pour mémoire également, dans le cadre du programme « Vision 2035 » sur les transports du Conseil des Affaires d'Etat et du Comité central du PCC, [dévoilé](#) la semaine dernière, c'est un objectif de construction de 400 aéroports civils qui est fixé pour 2035 (contre 240 en service aujourd'hui).

Propriété intellectuelle : que faut-il attendre du 14^{ème} plan quinquennal ?

Les premières ébauches du Quatorzième Plan Quinquennal comportent peu de mentions sur la propriété intellectuelle. Les quelques annonces qui figurent sur le sujet s'inscrivent dans la lignée des mesures présentées ces dernières années visant à renforcer la propriété intellectuelle comme outil de développement des entreprises et de protection de l'innovation.

Comme les plans précédents, le 14^{ème} plan quinquennal fixe des objectifs chiffrés en matière de dépôts de brevets. Cet objectif était, lorsqu'il a été créé pour la première fois en 2011, de 3,3 brevets pour 10 000 habitants. Cette fois, en revanche, le plan ne se contente plus d'un objectif quantitatif pur et simple mais met l'accent sur la qualité des brevets puisqu'il est mentionné que le nombre de brevets d'invention « de grande valeur » doit passer de 6,3 pour 10 000 habitants (en 2020) à 12 d'ici 2025. Cet indicateur est conforme aux tendances actuelles : les autorités chinoises, qui incitent depuis plusieurs années au dépôt de titres, notamment grâce à des politiques de subventions publiques, cherchent aujourd'hui à promouvoir des dépôts de qualité.

D'autres mesures qui figurent dans ce plan visent à améliorer la protection et l'utilisation de la PI. Perfectionner le droit et la réglementation de propriété intellectuelle, améliorer le système d'arbitrage et de médiation, renforcer les mécanismes de sanctions et d'indemnisation sont autant de points évoqués dans ce cadre. Là encore, les annonces sont tout à fait en ligne avec les différentes annonces faites en la matière au cours des dernières années. Une optimisation des politiques de subventions et de récompenses portant sur les brevets est également prévue.

Enfin, on trouve dans le 14ème plan quinquennal une mention de la propriété intellectuelle comme outil de financement. Les institutions financières y sont en effet encouragées à développer des produits permettant notamment le financement par gage de droits de propriété intellectuelle.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Conjoncture

PMI: les indices PMI officiel et Caixin-Markit confirment la poursuite du ralentissement de la croissance du secteur manufacturier en février

Pour le secteur manufacturier, l'indice des directeurs d'achats (PMI) Caixin-Markit continue de fléchir en février à 50,9, contre 51,5 en janvier, soit le niveau le plus bas depuis 8 mois. L'indice PMI officiel tombe lui à 50,6 contre 51,3 en janvier. Il demeure cependant au-dessus de la barre des 50 (zone d'expansion) pour le 12ème mois consécutif, indiquant que le secteur manufacturier continue de croître, mais à un rythme plus lent. L'évolution de l'indice PMI officiel s'explique par la baisse des sous-indices de la production (51,9 contre 53,5 en janvier) et des nouvelles commandes (51,5 contre 52,3 en janvier), tout en reflétant l'incidence négative de la demande sur l'offre, ainsi que le stock des matières premières (47,7 contre 49,0 en janvier), principalement en liaison avec les vacances de Nouvel An Chinois qui tombent mi-février. Un autre facteur tient en outre à la baisse des commandes adressées aux exportateurs, qui se contractent pour la première fois depuis six mois.

Le PMI officiel non manufacturier chute fortement, revenant à 51,4 (contre 52,4 en janvier), après une période de croissance continue de février à novembre 2020 (le maximum ayant été atteint en novembre à 56,4). Ce recul est principalement imputable à la diminution des sous-indices des nouvelles commandes à l'exportation (45,7 contre 48,0 en janvier), des prix de vente (50,1 contre 51,4 en janvier) et des activités commerciales (51,4 contre 52,4 en janvier).

Pour mémoire, le PMI manufacturier de Caixin, compilé par la société d'analyse de données IHS Markit Ltd., est davantage représentatif de l'industrie légère tandis que l'enquête officielle donne davantage de poids aux industries lourdes.

Comptabilité nationale : la richesse nationale croît plus rapidement que le PIB en Chine au cours des 20 dernières années

Le 26 février, *National Institution for Finance & Development (NIFD)*, *Institute of Finance & Banking (IFB)* et *China Social Sciences Press* ont publié conjointement le rapport « *China National Balance Sheet 2020* ». Ce rapport compile les données relatives à la richesse nationale de la Chine entre 2000 et 2019. Selon le rapport, le total des actifs des agents chinois est passé de près de 1400 000 Mds RMB (216 440 Mds USD) en 2017 à 1655 600 Mds RMB (255 956 Mds USD) en 2019. Compte tenu du fait que le passif total des agents économiques chinois aurait atteint 980 100 Mds RMB (151 523 Mds USD) en 2019, selon les chiffres annoncés lors de la conférence de presse, la richesse nationale nette est ainsi de 675 500 Mds RMB (104 432 Mds USD) et la richesse nationale nette par habitant est d'environ 482 000 RMB

(74 517 USD). Concrètement, le patrimoine des ménages est de 512 600 Mds RMB (79 248 Mds USD), représentant 76% du total, le patrimoine par habitant s'inscrivant ainsi 366 000 RMB (56 584 USD) ; le patrimoine du secteur public est de 162 800 Mds RMB (25 169 Mds USD), soit 24% du total.

Après 20 ans de développement, le PIB de la Chine est passé de 10 000 Mds RMB (1546 Mds USD) en 2000 à près de 100 000 Mds RMB (15 460 Mds USD) en 2019 ; et la richesse nationale est passée de moins de 39 000 Mds RMB (6029 Mds USD) en 2000 à 675 500 Mds RMB (104 432 Mds USD) en 2019. De 2000 à 2019, le taux de croissance annuel du PIB nominal de la Chine était de 12,8%, celui de la richesse nationale nette étant de 16,2%. La richesse croît plus rapidement que le PIB nominal (et encore plus rapidement que celle du PIB réel) en Chine. Cette évolution est la conséquence de deux éléments : un taux d'épargne plus élevé et les effets de réévaluation des actifs. Un taux d'épargne plus élevé correspond directement à un taux de capital fixe plus élevé, au détriment de la consommation, et au profit de l'investissement, favorisant ainsi une accumulation plus rapide de la richesse totale de la Chine. Un autre facteur contribuant à l'augmentation du patrimoine total est la réévaluation de la valeur des actifs - tels que l'appréciation des terrains, la hausse du prix des actions et du prix de l'immobilier.

L'institut de recherche compare également les données de 2018 entre la Chine et les Etats-Unis. En 2018, le PIB chinois représentait 65% du PIB américain et la richesse nationale nette représentait 80% de celle des Etats-Unis. Au cours des 10 premières années du 21^e siècle, la proportion du PIB de la Chine par rapport au PIB des Etats-Unis a toujours été supérieure au rapport entre la richesse nationale chinoise et celle des Etats-Unis ; cependant, après 2009, cette situation s'est inversée. Outre une croissance économique plus rapide, un taux d'épargne plus élevé et des investissements plus importants, le rattrapage de la richesse nationale de la Chine par rapport à celle des Etats-Unis comprend également des effets de réévaluation, résultant notamment de l'appréciation du yuan. Ce rapport souligne par ailleurs que, compte tenu du fait que la population de la Chine atteint près de 4,3 fois celle des Etats-Unis, bien que le patrimoine de la Chine représente 80% des Etats-Unis (76% après déduction de la valeur du terrain), le patrimoine par habitant chinois représente moins de 20% du patrimoine par habitant américain.

Retour au sommaire ([ici](#))



Banque et finance

Marché obligataire : la Chine révisé les règles de notation de crédit pour l'émission d'obligations des entreprises

Les entreprises chinoises ne seront plus tenues d'obtenir des notations de crédit avant d'émettre des obligations sur les marchés organisés. Le 26 février, le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a publié des nouvelles règles en supprimant une disposition exigeant que les émetteurs d'obligations engagent une société de notation de crédit qualifiée pour classer les nouvelles émissions d'obligations. Au lieu de cela, les émetteurs pourront faire noter leurs obligations s'ils le souhaitent. En outre, les nouvelles règles clarifient les critères d'enregistrement des émetteurs d'obligations et renforcent la divulgation d'information ainsi que la surveillance des actionnaires des émetteurs.

Le régulateur du marché obligataire interbancaire chinois (NAFMII, *National Association of Financial Market Institutional Investors*) a récemment poussé à modifier les pratiques de notation des obligations. Pour mémoire, au début février, NAFMII a déclaré qu'elle avait supprimé les exigences d'enregistrement obligatoires des notations de crédit pour trois types d'obligations interbancaires - les billets à moyen terme, ainsi que les billets de trésorerie à court et à très court terme.

Réglementation : introduction de nouvelles réglementations restrictives dans plusieurs grandes villes afin de limiter la spéculation immobilière

A la suite de Shanghai, les autorités de la ville de Hangzhou ont publié mercredi 3 mars de nouvelles réglementations visant à encadrer les ventes aux enchères de propriétés saisies en justice, auparavant non soumises aux mêmes restrictions que les ventes de biens immobiliers classiques. En effet, les règles auxquelles doivent répondre les acquéreurs immobiliers (détenion du hukou de la ville, cotisations à la sécurité sociale et statut matrimonial spécifique) ne s'appliquaient pas dans le cadre des ventes de propriétés saisies par les tribunaux. Ces propriétés, généralement vendues à des prix inférieurs au niveau du marché, sont particulièrement prisées par les investisseurs spéculatifs. Par ailleurs, dans la lignée des mesures mises en place le 10 février par la CBIRC et la PBoC, les nouvelles règles stipulent que l'utilisation des prêts personnels aux entreprises et des prêts à la consommation pour des acomptes sur l'achat de logements ou le remboursement de prêts immobiliers est interdite. Le 28 janvier, Hangzhou avait également introduit des restrictions sur la revente de biens immobiliers, notamment l'interdiction pour les acheteurs de certaines maisons neuves de les revendre dans un délai de 5 ans.

Pour rappel, le 21 janvier, les villes de Shanghai et Shenzhen avaient également publié des réglementations afin de punir les pratiques illégales consistant à déclarer de faux divorces afin de devenir éligible à l'acquisition de biens ou à l'obtention de prêts immobiliers. Shanghai avait également allongé la période durant laquelle les transactions portant sur des reventes immobilières sont soumises à une taxation à 5 ans suivant l'achat, contre 2 ans auparavant.

Malgré une série de mesures restrictives à l'échelle nationale, doublées par des réglementations spécifiques à l'échelle locale, l'augmentation des prix des logements en Chine s'est encore accélérée en janvier (+0,28% pour les logements neufs dans les 70 villes principales et +0,37% pour les logements anciens). Le président du CBIRC, Guo Shuqing, a mis en garde mardi 2 mars contre l'apparition d'une

« bulle immobilière » lors d'une conférence de presse, déclarant que la spéculation immobilière pourrait avoir de graves conséquences économiques si les prix commençaient à baisser ou si les acheteurs se retrouvaient dans l'incapacité de rembourser leur prêt.

Retour au sommaire ([ici](#))



Echanges et politique commerciale

Relation Chine-US : l'USTR cible la Chine dans son premier rapport annuel sous Biden

Le 1^{er} mars, le bureau du représentant au Commerce des Etats-Unis (USTR) a publié le [rapport](#) « *Président Biden's 2021 Trade Agenda and 2020 Annual Report to Congress* ».

L'une des priorités du président Biden sera de « lutter contre les pratiques commerciales et économiques coercitives et déloyales de la Chine grâce à une stratégie globale ». La nouvelle administration américaine réaliserait actuellement une évaluation globale sur sa politique commerciale envers la Chine, et s'est engagée à utiliser « toutes les outils disponibles » pour contrer les pratiques commerciales déloyales de la Chine qui « continuent à porter atteinte aux travailleurs et entreprises américaines ».

Les activités « nuisibles » identifiées incluent les restrictions à l'accès au marché (et l'absence de réciprocité), la surcapacité dans certains secteurs (dont l'acier et l'aluminium, la fibre optique et les panneaux solaires), les subventions industrielles déloyales favorables à l'exportation, le transfert coercitif de technologie et la violation de la propriété intellectuelle américaine.

Le rapport rappelle également les programmes de travail forcé au Xinjiang et rappelle que l'administration Biden confrontera ces abus des droits de l'Homme avec des contremesures commerciales.

L'administration Biden s'engage à travailler avec les alliés des Etats-Unis d'une manière concertée, afin de faire pression sur le gouvernement chinois pour que ce dernier mette à terme aux pratiques commerciales déloyales, dont le travail forcé et la surcapacité industrielle.

Enfin, la nouvelle administration américaine s'engage à investir dans la formation des travailleurs, les infrastructures, l'éducation et l'innovation dans le but d'améliorer la compétitivité américaine, afin de mieux confronter les défis résultants des politiques économiques chinoises.

Katherine Tai, candidate de Biden pour devenir la prochaine représentante américaine au Commerce, [à l'occasion de l'audience de confirmation au Sénat cette semaine](#), s'est engagée à mettre un terme aux pratiques de « *race to the bottom* » des politiques commerciales (baisse dans les standards environnementaux et du travail), y compris confronter les pratiques du travail forcé mises en place par la Chine au Xinjiang.

Tai a également remarqué que les droits de douane étaient un « outil légitime dans la boîte à outils du commerce », mais un grand nombre d'outils politiques seraient nécessaire pour résoudre le problème majeur de la surcapacité mondiale des métaux, largement causée par la Chine. Elle a par ailleurs rejeté la possibilité d'un retour immédiat des Etats-Unis dans le CPTPP, le partenariat transpacifique originellement initié par l'administration Obama, dont Trump s'est désengagé.

Relation Chine-UE : la Commission européenne publie son rapport d'évaluation de la politique commerciale

Le [rapport](#) qualifie le système économique chinois comme un système unique de « capitalisme d'Etat », posant des défis croissants pour le système établi de la gouvernance économique et empêchant des « règles du jeu » équitables pour les entreprises européennes. S'assurer que la Chine assume des obligations plus importantes dans le commerce international et confronte les aspects négatifs causés

par son système étatique sera au cœur des efforts de l'UE pour rééquilibrer la relation commerciale bilatérale.

Le [porte-parole du ministère chinois du Commerce \(MofCom\)](#) a répondu que la Chine s'oppose fermement aux critiques européens selon lesquelles la crise actuelle de l'OMC a été causée par la « non-économie de marché » chinois, mettant en avant l'unilatéralisme et le protectionnisme.

UE – Chine : l'accord UE-Chine de reconnaissance mutuelle des indications géographiques est rentré en vigueur

L'accord entre l'Union européenne et la Chine sur la coopération relative aux indications géographiques (IG) et la protection de celles-ci (dit « accord 100 + 100 ») est rentré en vigueur le 1^{er} mars, au terme d'un parcours entamé le 10 septembre 2010, avec le lancement des négociations. Cet accord constitue le premier traité commercial bilatéral entre l'UE et la Chine. Il a pour ambition de conférer une protection renforcée en Chine à 100 IG européennes (dont 26 IG françaises) et à 100 IG chinoises dans les secteurs agroalimentaires et des vins & spiritueux, puis à 175 autres de chaque côté, au plus tard quatre ans après son entrée en vigueur.

L'enjeu est, pour l'UE, de faire bénéficier ces IG d'un régime de protection équivalent à celui de la marque collective. Cette négociation, longue et laborieuse, s'est heurtée à diverses oppositions d'origine chinoise mais plus encore anglo-saxonne à l'encontre d'une évolution qui conduit à une reconnaissance par la Chine de l'approche européenne. Le *deal phase 1*, signé le 15 janvier entre la Chine et les États-Unis, a ainsi inclus des stipulations visant à vider de portée cet accord.

Cette entrée en vigueur ne constitue toutefois que le début – au mieux, une étape – de la reconnaissance pleine et entière des indications géographiques en Chine.

En premier lieu, il conviendra de s'assurer de son effectivité lors des procédures administratives et judiciaires qui seront entamées sur le fondement de la protection qu'il confère. Ceci vaudra non seulement contre les contrefaçons chinoises mais également contre les emplois abusifs de certains termes, par exemple *Asiago* et *Feta*, dont l'usage restera autorisé pendant six et huit ans, respectivement, par le *phasing out* prévu dans l'accord. La bonne foi de la Chine dans l'application de cette protection pourra alors être appréciée. L'âpreté des autorités chinoises dans la négociation, afin entre autres d'éviter les plus grandes difficultés (l'IG *Parmesan* a ainsi été sortie du champ de l'accord à la dernière minute), laisse toutefois penser que celles-ci ont l'intention de l'appliquer, au terme d'un exercice d'équilibrisme juridico-diplomatique visant à respecter leurs engagements vis-à-vis de leurs interlocuteurs, tant européens qu'américains.

Au-delà, l'enjeu sera de reprendre les stipulations inscrites dans cet accord limité à quelques IG dans le droit commun. Seul ce rehaussement du niveau de protection légale des IG *sui generis* sur celui conféré aux marques leur confèrera une pleine reconnaissance, à l'instar de celle dont elles bénéficient en Europe. À cet égard, l'accord UE-Chine constitue une avancée, voire une étape importante, mais en aucun cas un aboutissement. L'annonce d'une loi à venir sur les IG dans un discours du président XI Jinping constitue, à cet égard, un signe encourageant. À l'inverse, le fait que les projets de textes circulés, ces dernières années, par l'autorité chargée de la propriété intellectuelle (à la fois marques et IG), la *China national intellectual property administration* (CNIPA), soient dépourvus d'ambition pour assurer une protection effective des IG, incite à la vigilance.

Breve rédigée par le pôle agriculture et agro-alimentaire

Investissements : chute des IDE chinois vers l'Australie en 2020

Les flux d'investissements chinois en Australie ont chuté de 61 % en 2020 à 775 MUSD, selon les [données](#) de l'*Australian National University* (ANU) (après une baisse de 47 % en 2019). Une grande majorité (86 %) des investissements effectués en 2020 provenaient d'entreprises chinoises déjà établies en Australie et étaient limités aux secteurs de l'immobilier, de l'exploitation minière et de l'industrie manufacturière.

La baisse serait principalement liée aux mesures prises par Canberra dans le contexte du Covid-19 afin d'empêcher les achats opportunistes. Cela s'est caractérisé par la baisse du seuil de participation des IDE nécessitant l'accord de l'Etat [à 0%](#) et par le possible blocage du ministre des Finances d'un investissement étranger ayant trait à la « sécurité nationale ».

Plusieurs projets d'acquisition importants ont été annulés en 2020, tels que la méga acquisition de *Mengniu Dairy* annulée par le ministre des Finances australien malgré l'avis positif du FIRB ([voir les brèves de la semaine du 24 août 2020](#)) et le projet d'achat de Probuilt, société de construction australienne, par *China State Construction Engineering Corporation* pour 213 MUSD ([voir les brèves de la semaine du 11 janvier 2021](#)).

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois a [commenté](#) la publication de ces données en accusant l'Australie de « politiser les transactions commerciales » et en l'invitant à « prendre des mesures pour offrir aux investisseurs un environnement d'investissement équitable, ouvert et non discriminatoire ». Pour rappel, la Chine a pris de nombreuses mesures envers les importations australiennes (cf tableau ci-dessous), parfois sans aucune justification, depuis que le Premier ministre australien ait appelé en avril 2020 à une enquête indépendante en Chine sur l'origine du Covid-19.

Sanctions commerciales chinoises envers l'Australie					
Marchandise concerné	Type de mesure	Date	Durée	Justification	Conséquences (estimations)
Viande (bœuf)	- 4 abattoirs interdits d'exporter	11/05/2020	Temporaire	Mesure sanitaire Manquements en matière d'inspection et de quarantaine (manquement à des obligations de marquage)	/
	- Ajout d'un 5 ^{ème} (Queensland meatworks)	08/12/2020			
	- Ajout d'un 6 ^{ème} (Meramist Pty Ltd)	09/10/2020			
	Ajout d'un 7 ^{ème} et 8 ^{ème} abattoirs				

Orge	Imposition de droit de douane de 80,5% (73,6% anti dumping et 6,9% droits de douane) Suspension des exportations de CBH Group (exportateur)	18/05/2020 31/08/2020	Temporaire	Défense commerciale Mesure sanitaire (Enquête initiée 18 mois auparavant)	La Chine représentait un débouché pour 70% des exportations d'orge australien
Vin	Enquête anti-dumping Enquête antisubventions Marchandises bloquées Mesures anti-dumping – imposition de droits de douanes de 107,1% à 212,1% Mesures anti-dumping – ajout de taxes complémentaires de 6,3 à 6,4%	18/08/2020 31/08/2020 06/11/2020 28/11/2020 10/12/2020	Mesures antidumping temporaires (caution) jusqu'en août 2021	Défense commerciale Enquête initiée par des fabricants de vin chinois	Le vin australien représentait environ 37% des importations de vin en Chine
Charbon	Interdiction d'importer Mise en place de quotas envisagée	12/10/2020	Indéfinie	Défense commerciale	/
Coton Et laine (simplement mentionné)	Découragement à l'importation Interdiction de décharger	16/10/2020 06/11/2020	/	/	750 MUSD (2019) 64% du coton australien est exporté en Chine

Bois	Interdiction d'importer de la province du Queensland Marchandises bloquées Interdiction d'importer de la province de Victoria Etendu à la Tasmanie et Australie du sud	30/10/2020 06/11/2020 11/11/2020 09/12/2020	Susceptible d'ajustements ultérieurs	Mesure sanitaire (présence de peste et d'insectes non-indigènes)	Réduction de 1% des exportations vers la Chine (estimation)
Blé	Suspension des importations d'Emerald Grain (exportateur)	30/10/2020	Menace non mise à exécution – en suspend	/	394 MUSD (estimation)
Homard/ langouste	Report des importations Marchandises bloquées	30/10/2020 06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	94% des 752 MUSD d'exportations de homard/ langouste d'Australie sont allés à la Chine en 2018-19
Sucre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Cuivre	Marchandises bloquées	06/11/2020	Blocages intempestifs en douane	Dédouanement	/
Mouton	Interdiction d'importer (Australian Lamb Co. and JBS Brooklyn)	09/12/2020		/	578 MUSD

Relations Chine – US : la bourse de New York entame le retrait de CNOOC

La bourse de New York (NYSE) a décidé le 26 février d'entamer le retrait de la cote du géant pétrolier d'Etat *China National Offshore Oil Corporation* (CNOOC Ltd), sur la base d'un décret signé par l'ancien président Donald Trump en novembre dernier ([voir les brèves de la semaine du 30 novembre 2020](#)).

L'interdiction de cotation de CNOOC prendra effet le 9 mars 2021, soit 60 jours après que la société ait été ajoutée à la liste noire du Pentagone. Cette liste interdit tout investissement américain dans les entreprises supposées être détenues ou contrôlées par l'armée chinoise.

CNOOC, basée à Pékin, est listée sur le NYSE depuis 2001 et avait levé 15,4 Mds USD, constituant à l'époque la troisième plus grande levée de fond de l'industrie pétrolière.

Pour rappel, les géants oligopolistiques de la téléphonie chinoise (China Unicom, China Mobile et China Telecom), également sur liste noire du Pentagone, ont été retirées en janvier dernier du NYSE ([voir les brèves de la semaine du 25 janvier 2021](#)).

Récapitulatif des principales sanctions américaines visant des entreprises chinoises

Date	Entreprise(s) concernée(s)	Nature de la mesure
Avril 2018	ZTE (télécommunications)	Interdiction de commercer pendant 7 ans avec les entreprises américaines (levée de l'interdiction en juin, en échange de l'imposition d'une lourde amende)
Octobre 2018	CGN (nucléaire civil)	Mesures de contrôle des exportations, étendues en août 2019 avec l'inscription de CGN sur la « liste des entités » (interdiction aux entreprises américaines de fournir CGN sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)
Octobre 2018	Jinhua (semi-conducteurs)	Inscription sur la « liste des entités » (interdiction aux entreprises américaines de fournir Jinhua sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)
Mai 2019	China Mobile (télécommunications)	Interdiction d'opérer sur le territoire américain (fourniture de services de télécommunications internationaux)
Mai 2019	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Inscription de Huawei sur la « liste des entités » (interdiction aux entreprises américaines de fournir Huawei sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)
Juin 2019	Sugon (superordinateurs)	Inscription de Sugon sur la « liste des entités » (interdiction aux entreprises américaines de fournir Sugon sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)
Juillet 2019	Zhuhai Zhenrong (pétrole)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / blocage des biens et intérêts de l'entreprise sur le territoire américain
Août 2019	Huawei, ZTE (télécommunications), Hikvision, D	Interdiction de participer aux marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines

	ahua, Hytera (vidéosurveillance)	
Septembre 2019	Filiales de COSCO (transport maritime)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / gel des avoirs américains
Octobre 2019	Hikvision, Dahua (vidéosurveillance), Sensetime, Megvii, Yitu Technologies (reconnaissance faciale), iFlytex (reconnaissance vocale)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Mai 2020	Cloudminds (robots intelligents), K Logistics (logistiques), Qihoo 360 (logiciels), Skyeye Laser (télé-détection)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur engagement présumé dans les activités militaires et les armes de destruction massive (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Mai 2020	Huafu (vêtements), CloudWalk (reconnaissance faciale), FiberHome (télécommunications), NetP (vidéosurveillance)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Juillet 2020	Esquel, Synergy, Taida Apparel (vêtements), Bitland (laptops), Meiling (électroménager), Haolin (accessoires de cheveux),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Août 2020	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Nouvelles règles limitant l'accès de Huawei aux puces américaines fabriquées à l'étranger (<i>interdiction aux entreprises non-américaines de fournir à Huawei à l'aide de technologie américaine sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) Inscription sur la « liste des entités » de 38 filiales de Huawei
Août 2020	China Communications Construction Company (construction), Huanjia Telecomunication, Guoguang Data Communications (télécommunications)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Septembre 2020	SMIC (semi-conducteurs)	Un possible placement par le département de la Défense de l'entreprise <i>Semiconductor Manufacturing International Corporation</i> (SMIC) sur la « liste des entités » du

		département du Commerce, accusé d'entretenir des liens avec le complexe industrialo-militaire chinois
Septembre 2020	Union Development Group (immobilier)	Sanctions lancées par le Trésor américain envers <i>Union Development Group</i> (UDG), entreprise d'Etat chinoise, construisant un complexe aéroportuaire, portuaire et hôtelier dans un parc naturel au Cambodge jugé capable d'accueillir des ressources militaires chinoises
Septembre 2020	Tiktok, Wechat (Internet)	Annoncée par le département du Commerce , l'interdiction de la distribution (téléchargement) des applications Wechat a débuté le 20 septembre et va débiter le 27 septembre pour Tiktok. Les mises à jour et les services de paiements de Wechat sont également interdits sur le territoire américain. Tiktok peut cependant opérer jusqu'au 12 novembre (si téléchargé avant le 27 septembre).
Septembre 2020	Xinjiang Production and Construction Corps (coton), Yili Zhuowan Garment Manufacturing Co. (textile), Baoding LYSZD Trade and Business Co. (textile), Lop County Industrial Park et Lop County No. 4 Vocational Skills Education and Training Center (éducation)	Le service des Douanes et de la Protection des frontières des États-Unis (CBP) a publié le 14 septembre cinq <i>Withhold Release Orders</i> (WRO ou ordres de refuser la mainlevée de marchandises) visant des entreprises de production et de transformation de coton ainsi qu'une entreprise textile et un centre d'éducation, toutes situées au Xinjiang. D'après le CBP, ces entreprises utiliseraient de la main d'œuvre soumise au travail forcé.
Novembre 2020	China Mobile, China Unicom et China Telecom	Un décret présidentiel du 12 novembre interdit aux investisseurs américains d'effectuer de nouveaux achats dans les titres de ces sociétés à partir du 11 janvier. Selon ce décret, les investisseurs auront jusqu'au mois de novembre 2021 pour vendre leurs participations existantes. La bourse de New York (<i>New York Stock Exchange</i> , NYSE) a finalement décidé le 6 janvier 2021 de retirer de la cote de ces trois opérateurs de télécommunications chinois.
Décembre 2020	SMIC (semi-conducteurs), CNOOC (pétrole), China Construction Technology, China International Engineering Consulting Corp	Le 3 décembre, le département de la Défense américain a ajouté ces quatre entreprises chinoises supplémentaires à sa « liste noire » pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise. Les investisseurs américains ne peuvent investir dans les sociétés présentes sur cette liste et doivent également désinvestir de ces sociétés.

Décembre 2020	59 entités chinoises dont SMIC et ses filiales, DJI (drones)	Le 18 décembre, le bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce aux Etats-Unis a publié une annonce pour ajouter 77 entités- dont 59 chinoises et une hongkongaise dans sa liste des entités (<i>EntityList</i>), y compris l'entreprise du semi-conducteur SMIC et ses 10 filiales ; en accusant ces entités de la « violation des droits de l'homme » au Xinjiang, ou des engagements dans la « militarisation de la mer de Chine méridionale », ou encore du « vol des technologies américaines » pour soutenir la « modernisation de l'armée chinoise ».
Décembre 2020	58 entités chinoises dont AVIC, AECC et ASPT (aéronautique)	Le 21 décembre, le BIS a annoncé la décision de créer une nouvelle « liste noire » - la liste des utilisateurs finaux militaires (« <i>Military End User</i> » List), tout en annonçant la première tranche de 103 entités qui ont été intégrées – dont 58 chinoises et 45 russes. Le secteur de l'aviation et de l'aérospatial en Chine a été particulièrement ciblé. Les entreprises auront besoin d'une licence du gouvernement américain pour exporter, réexporter, ou transférer certains biens désignés aux entités dans cette nouvelle liste
Janvier 2021	8 applications chinoises dont Wechat pay et Alipay	Un décret présidentiel de Donald Trump interdit les transactions avec huit applications chinoises, dont les services de paiement Alipay et WeChat Pay, au motif que ces derniers « continuent de menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie ». Ce décret devrait entrer en vigueur 45 jours après sa publication

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Politique industrielle : les patrons des grands groupes technologiques soumettent leurs propositions à la Conférence consultative politique du peuple chinois (CPPCC)

Le 3 février, soit la veille de l'assemblée plénière de la CPPCC, plusieurs dirigeants de grands groupes chinois du numérique ont pu soumettre leurs suggestions :

- Zhou Hongyi, fondateur de Qihoo 360 (cybersécurité), a insisté sur la nécessité de renforcer la sécurité des réseaux, notamment pour les applications de *smart city* et de mobilité autonome. Selon M. Zhou, les systèmes de sécurité actuels des réseaux sont trop fragmentés, ce qui rend nécessaire une harmonisation au niveau de la ville où ils sont déployés.
- Ding Lei, fondateur de Netease (internet, jeux vidéo), a suggéré d'accélérer le déploiement de l'économie numérique dans les secteurs du tourisme et de la culture ainsi que la formulation de standards nationaux unifiés pour l'industrie des batteries. En mai 2020, le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) avait publié une série de standards nationaux obligatoires (GB) dans ce domaine.
- Li Dongsheng, fondateur de TCL (électronique), a appelé à renforcer les sanctions pour la diffamation en ligne considérant que le risque de « répandre des rumeurs » en ligne était faible à l'heure actuelle et qu'il fallait résoudre ce problème par un cadre juridique clair. En décembre 2020, l'Administration Chinoise du Cyberspace a renforcé la responsabilité des plateformes dans la lutte contre les rumeurs en ligne. Par ailleurs, Li Dongsheng, dont le groupe est fortement positionné dans ce secteur, a mentionné la nécessité de montée en gamme de l'industrie chinoise de l'affichage (*display*) du *new display*, pour que la Chine passe du statut de « grand pays des écrans » (面板大国) à celui de « puissance des écrans » (面板强国). Selon M. Li, il s'agira pour cela de développer des technologies et équipements critiques pour contrôler la chaîne de valeur grâce à des politiques publiques mais aussi via des échanges internationaux.
- Zhang Jindong, PDG de Suning (distribution), a mis en avant la nécessité pour la Chine de mettre en place des plateformes pour centraliser les données issues de l'économie numérique au niveau national. Cela permettrait, selon M. Zhang, de tirer un meilleur profit de ces ressources, dont la gestion devra néanmoins être « sûre et contrôlable » (安全可控) pour le gouvernement chinois.

Pour rappel, la CPPCC est un organe largement consultatif qui associe symboliquement au pouvoir des éléments de la société civile. Elle est l'incarnation du « Front Uni » et l'on trouve aujourd'hui parmi les 2 158 délégués qui la composent des représentants des partis alliés, des territoires de Hong Kong et Taiwan mais également des personnalités telles que des hommes d'affaires, des sportifs, des artistes, etc. – ainsi invités à relayer la ligne du Parti dans leurs champs respectifs. L'ANP dispose selon la constitution de très larges compétences (révision de la constitution, examen de l'action gouvernementale via les motions adressées aux administrations et les visites d'inspection, nomination du président et du Premier ministre, adoption des lois et du budget). Dans les faits, le rôle de l'assemblée plénière consiste surtout à valider les décisions du gouvernement, celle-ci déléguant largement ses pouvoirs législatifs à son propre comité permanent.

Télécommunications : Huawei annonce une baisse de 60% de sa production de terminaux mobiles

Le géant des télécommunications Huawei a indiqué à ses fournisseurs que ses commandes de composants de terminaux mobiles diminueraient de [plus de 60%](#) en 2021, soit une commande de composants suffisants pour 70 à 80 M de terminaux mobiles, contre 189 M en 2020.

Si certains fournisseurs de Huawei ont pu obtenir des permissions du département du commerce américain, Huawei manquerait encore de composants clés pour ses modèles 5G et vendrait en conséquence en 2021 principalement des terminaux mobiles adaptés à la 4G. En 2020, Huawei s'est classé 3^e de l'industrie des terminaux mobiles mondiale, derrière Samsung et Apple. La vente de sa marque Honor en novembre dernier ([voir brèves du SER de Pékin du 9 novembre 2020](#)) marquait déjà une volonté de se recentrer sur ses activités.

E-commerce : des plateformes fortement sanctionnées par les autorités

L'administration d'Etat pour la régulation du marché (SAMR) a annoncé sanctionner [cinq plateformes du e-commerce](#) : Meituan, Chengxin Youxuan (détenu par Didi Chuxing), Duoduo Maicai (par Pinduoduo), Nicetuan et Shixianghui. Ces plateformes écopent d'amendes maximales s'échelonnant de 500 000 à 1,5 M CNY (64 570 à 194 000 EUR). Elles sont notamment accusées d'offrir des denrées périssables à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Ces sanctions interviennent dans le cadre plus général d'une campagne de la SAMR contre les pratiques monopolistiques et abusives des plateformes numériques initiée ces derniers mois.

En effet, ces plateformes offrent notamment un service d'achats groupés communautaires, permettant à une communauté (de voisins, notamment) de procéder de manière groupée à la réservation de leurs courses en ligne, en vue de [bénéficier d'importants rabais](#). Groupés, les coûts de livraisons représentent ainsi environ 2% de chaque achat, contre 13% pour des achats individuels. Cette pratique est notamment répandue dans les villes de rangs 2 et 3. Si elle s'est développée depuis quelques années, elle semble s'être accélérée avec la pandémie dans un contexte de réticence, notamment de la part des personnes âgées, de sortir pour faire leurs courses – une tendance qui est appelée à se développer. Selon Pinduoduo près de la moitié des achats auront lieu en ligne d'ici 2025, contre 20% actuellement. Cette ampleur croissante a poussé les géants du e-commerce à s'adapter : en mai dernier, Didi avait annoncé établir sa première équipe de travail dédiée aux achats groupés à Chengdu, tandis que JD.com avait annoncé en décembre dernier investir 700 M USD dans Xisheng Preference qui opère une communauté d'achats groupés dans 14 provinces. De même, Alibaba avait lancé en octobre dernier sa propre application de communauté d'achats groupés, Freshippo Youxuan à Wuhan, indiquant que Freshippo Youxuan emploierait 5 000 chefs de groupes communautaires à Wuhan.

Propriété intellectuelle : la Chine en tête des dépôts de brevets internationaux pour la deuxième année consécutive

Les demandes internationales de brevets ont continué à augmenter en 2020 malgré la pandémie de COVID-19, c'est ce que nous apprennent les chiffres publiés par l'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle) tout début mars. Pour la deuxième année consécutive, la Chine est en tête du

classement avec 68 720 demandes (soit une augmentation de plus de 16% par rapport à l'année passée). Les chinois creusent ainsi l'écart avec les américains, qu'ils devançaient pour la première fois en 2019 d'un millier de demandes, avec cette année une avance de près de 10 000 demandes.

Comme pour les trois dernières années, c'est le géant chinois Huawei qui est le plus gros déposant au monde de demandes PCT (*Patent Cooperation Treaty*). Il est suivi de loin par BOE Technology group et Oppo Mobile Telecommunications, respectivement 7^{ème} et 8^{ème} du top dix des plus gros déposants. Les universités chinoises sont également très présentes dans les classements puisqu'elles représentent à elles seules 5 des 10 établissements universitaires à l'origine du plus grand nombre de demandes. L'université de Shenzhen est celle qui dépose le plus. Quant aux technologies les plus visées par les demandes chinoises, il s'agit des communications numériques, des technologies informatiques et des technologies audiovisuelles.

Retour au sommaire ([ici](#))



Développement durable, énergie et transports

Climat: baisse de l'intensité carbone de l'économie chinoise en 2020 et sur la période du 13^{ème} plan quinquennal, malgré une hausse des émissions de CO2

Le Bureau National des Statistiques chinois (NBS) a publié son [bilan annuel pour 2020](#) le 28 février. D'après celui-ci, l'intensité carbone de l'économie chinoise (émissions de CO2 par unité de PIB) a diminué de 1 % en 2020. Si les émissions de CO2 nationales ne sont pas rendues publiques, des [estimations](#) permettent d'évaluer leur augmentation par rapport à 2019 à 1,5%, avec au premier semestre une baisse d'environ -3% à cause du ralentissement de l'activité liée au Covid-19, puis un rebond de plus de 4% au second, avec la reprise de l'économie.

Les premières estimations du NBS font part d'une consommation totale d'énergie finale pour 2020 atteignant 4,98 Mds de tonnes équivalent charbon (le charbon représentant 57% du total). Ce chiffre est en hausse de 2,2% par rapport à 2019, en raison d'un recours accru au gaz (+7,2%), au pétrole (+3,3%), à l'électricité (+3,1%) et au charbon (+0,6%). Si l'augmentation de la consommation d'énergies fossiles paraît modeste sur l'année, elle est bien plus significative lorsque l'on s'intéresse au S2 (+6,5% pour le pétrole et +3,2% pour le charbon) où la reprise a été largement portée par l'industrie lourde, particulièrement intensive en carbone. La production d'acier a par exemple augmenté de 12,6% au S2, celle de ciment de 8,4%. Ceci traduit la stratégie de sortie de crise chinoise via des investissements massifs dans les infrastructures et l'industrie lourde, qui lui a permis d'afficher un PIB global positif, au détriment d'une reprise verte et d'une maîtrise de la consommation énergétique.

Par ailleurs selon un [rapport](#) du ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) parue le 2 mars, les émissions par unité de PIB ont baissé de 18,8% pendant le 13^{ème} plan quinquennal 2016-2020, au-delà de l'objectif fixé à 18% (déjà atteint dès 2019). Cet indicateur masque en fait une hausse des émissions en valeur absolue, en raison de la forte hausse du PIB sur cette période (de 68 886 Mds RMB en 2015 à 101 599 Mds RMB en 2019).

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>Augmentation annuelle des émissions de CO₂</i>	+1,3 %	+0,1 %	-0,5 %	+2,1 %	+2,6 %	+1,7 %	+1,5 %
<i>Augmentation du PIB</i>	+7,3 %	+6,9 %	+6,7 %	+6,8 %	+6,6 %	+6,0 %	+2,3 %

(sources : MEE et Bureau national des statistiques - NBS)

Energie : State Grid publie un plan de décarbonation du réseau électrique pour la période du 14^{ème} plan quinquennal

State Grid Corporation of China (SGCC), le plus grand gestionnaire de réseau, transporteur et distributeur d'électricité au monde, a publié mercredi son [plan d'action](#) pour les cinq prochaines années. Celui-ci s'inscrit dans l'objectif national d'atteinte du pic d'émissions carbone avant 2030 et dans le contexte du 14^{ème} plan quinquennal qui guidera le développement socio-économique de la Chine jusqu'en 2025. Plusieurs objectifs sont ainsi présentés afin de décarboner le réseau électrique géré par State Grid, qui couvre 90% du territoire chinois :

- Construction de 7 nouvelles lignes de lignes ultra-haute tension en courant continu (UHV DC) pour une capacité de 56 GW.
- Renforcement des interconnexions entre provinces et régions à hauteur de 56 GW, avec une contrainte de transport de 50% d'électricité « propre » (issue d'énergies renouvelables ou de gaz).
- Atteinte, d'ici 2030, d'une capacité installée de 1000 GW d'éolien et de solaire (dont 180 GW de PV distribué), de 280 GW d'hydroélectricité et de 80 GW d'électricité nucléaire dans la zone d'exploitation de l'entreprise.
- Accélération de la construction de capacités de stockage avec les stations de pompage hydraulique (42 GW en cours de construction) et les batteries (50 GW) ainsi que de centrales à gaz pour répondre au pic de consommation.
- Réduction « autant que possible » de la production d'électricité au charbon et accélération de son usage flexible.
- Augmentation de la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie à 30% d'ici 2025, et 35% d'ici 2030.
- Construction de la plus grande plateforme au monde de véhicules intelligents et déploiement d'un réseau de recharge électrique rapide sur autoroute couvrant 176 villes.
- Accélération de la mise en place d'un mécanisme de marché qui favorise la consommation des énergies propres.
- Participation active à la construction du marché national du carbone.
- Mise en place d'ici 2025 d'un « internet de l'énergie » de premier plan au niveau international.

Le président de State Grid avait par ailleurs déclaré en janvier que le groupe prévoyait d'investir [350 Mds USD](#) (290 Mds EUR) d'ici 2050 dans la mise à niveau du système électrique pour permettre une meilleure intégration et transmission de l'électricité bas carbone.

Marché carbone : annonce de la date de mise en œuvre effective de la plate-forme d'échanges de quotas d'émissions du marché national du carbone

Le Ministre de l'Ecologie et de l'Environnement, M. HUANG Runqiu, a rendu visite au *Hubei Emission Exchange* et au *Shanghai Environment and Energy Exchange (SEEE)* les 26 et 27 février. Ces deux établissements sont respectivement chargés de la construction du système d'inscription et d'enregistrement et du système d'échanges de quotas d'émissions du marché national du carbone. Lors de son déplacement, M. HUANG a demandé aux responsables d'accélérer la mise en place des deux systèmes pour s'assurer du bon lancement des premiers échanges effectifs du marché national avant la fin juin de cette année. Il a souligné l'importance du marché carbone national comme outil de

mise en œuvre des engagements pris par le Président XI Jinping concernant le pic des émissions carbone et la neutralité carbone.

Pour mémoire, le ministère de l'Écologie et de l'Environnement avait publié un document intitulé « Règlement du marché national du carbone (transitoire) » pour une entrée en vigueur le 1^{er} février 2021 (cf. [Brèves hebdomadaires du SER de la semaine du 4 janvier 2021](#)), mais aucune date n'était jusqu'à présent annoncée pour les premiers échanges de quotas. La première période de conformité pour le secteur de la production d'électricité a commencé le 1^{er} janvier 2021 avec pour l'instant [2 225](#) entreprises concernées (aucune entreprise étrangère).

Climat: plusieurs nominations dans le secteur de l'environnement, dont celle d'un nouveau ministre des Ressources en eau

Lors du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale qui s'est réuni les 27 et 28 février, M. LI Guoying (李国英) a été nommé ministre des Ressources en eau. Il remplace M. E Jingping qui avait atteint la limite d'âge pour exercer des fonctions gouvernementales. M. LI est ingénieur hydraulique de formation, il a exercé l'essentiel de sa carrière au MWR, mais il a également été gouverneur de la province de l'Anhui et dirigeant de la Commission de bassin pour la conservation du fleuve jaune. Sa nomination en tant que ministre intervient quelques semaines après qu'il a pris le poste de Secrétaire du parti communiste pour le ministère des ressources en eau.

La nomination de XIE Zhenhua au poste d'envoyé spécial pour le climat a par ailleurs été confirmée lors de la conférence de presse du ministère de l'écologie et de l'environnement du 25 février. Cette nomination était pressentie depuis plusieurs semaines (cf. brèves du SER de la semaine du 1^{er} février). Cette confirmation permet de préciser le périmètre de son poste: M. XIE dispose des services du ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) pour mener à bien ses missions, mais il peut également s'appuyer sur la commission nationale de développement et de la réforme (NDRC) et sur le ministère des affaires étrangères. Il dispose surtout d'un bureau composé d'agents du MEE et dirigé par l'un des vice-ministres de ce ministère. Même s'il n'y a pas de confirmation officielle, il est probable qu'il s'agisse de M. ZHAO Yingmin, vice-ministre du MEE chargé des questions climatiques et qui avait représenté la Chine lors de la CoP25.

Enfin, M. ZHUANG Guotai a été nommé Secrétaire du parti et administrateur de l'Administration météorologique de Chine. Il était auparavant vice-ministre du MEE, spécialisé sur les questions de biodiversité.

Transport aérien : débat sur l'opportunité d'adopter un passeport vaccinal pour les passagers en vue des *Liang Hui* de mars

Les « deux sessions » des assemblées parlementaires chinoises de mars pourraient donner lieu à l'adoption de mesures législatives au sujet du « [passeport vaccinal](#) » pour les passagers aériens. Dans cette perspective, M. ZHU Zhengfu, avocat et membre Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois a publiquement pris position cette semaine en faveur de cette solution, destinée à ses yeux à faciliter la reprise des vols aériens internationaux pour les passagers vaccinés contre la COVID-19, notamment entre pays ou régions où « l'épidémie a été maîtrisée » (comme c'est

le cas en Chine) en allusion implicite à un accord de principe de ce type entre la [Grèce et Israël](#) en février dernier. Le « passeport vaccinal » pourrait alors, dans une hypothèse maximaliste, entraîner un allègement des contraintes sanitaires, telle une exemption des obligations de quarantaines à l'arrivée en Chine continentale et Hong-Kong, qui sont aujourd'hui l'un des freins majeurs aux déplacements. La promotion d'une reconnaissance mutuelle de ces « passeports vaccinaux » sur le plan international devrait alors être discutée, car ce dispositif est conçu comme un sésame pour la reprise du tourisme et des échanges économiques, ce qui rappelle les déclarations du président chinois lors du G20 en novembre dernier, qui n'évoquait alors qu'une généralisation mondiale de code QR santé (Voir Brèves du SER, [semaine du 23 novembre 2020](#)).

Cette position ne semble cependant pas faire l'unanimité en Chine. Des experts médicaux chinois la remettent en cause, en témoignant du manque de recul scientifique sur la réelle efficacité des vaccins contre la diffusion du SARS-COV-2 (en plus de la prévention des symptômes graves), qui plus est en présence de nouveaux « variants ». Ces experts rejoignent la prudence de l'OMS, qui refuse pour l'instant de recommander aux Etats l'adoption de passeports vaccinaux (ou dits « immunitaires »), avec les mêmes réserves scientifiques. En outre, les passeports vaccinaux posent des problèmes juridiques et éthiques, en réduisant le droit à voyager aux seuls passagers vaccinés. La Commission européenne cherche à promouvoir un [Digital Green Pass](#), qui doit permettre de répondre à ces difficultés (le projet doit être présenté courant mars). En réalité, il ne faut pas confondre le concept de passeport vaccinal avec les projets de dématérialisation des certificats médicaux en cours (par exemple de tests négatifs au COVID-19), à propos desquels d'ailleurs l'OMS et l'Estonie [coopèrent](#).

Cette dématérialisation des certificats médicaux est largement promue par les compagnies aériennes, qui en attendent une réduction des risques sanitaires et de fraude documentaire, une meilleure protection des données personnelles de santé (adossée à des technologies *blockchain*), ainsi qu'une plus grande fluidité dans la gestion des flux de voyageurs à l'embarquement par un contrôle « sans contact », grâce à la génération d'un code QR santé via des applications dédiées sur mobile. Air France va ainsi [expérimenter](#) pendant un mois à partir du 11 mars, sur les liaisons entre Paris CDG et Pointe-à-Pitre et Fort-de-France, la solution AOK Pass développée par MedAire/International SOS, la Chambre Internationale de Commerce et SGS. D'autres systèmes concurrents sont aujourd'hui disponibles et expérimentés, IATA faisant la promotion de son Travel Pass auprès de tous les acteurs du secteur aérien, ainsi qu'au niveau de l'OACI. Si la proposition de IATA semble rencontrer un certain intérêt auprès des [compagnies aériennes chinoises](#), ces dernières, contrairement aux compagnies du Golfe, à Singapore Airlines ou encore à [Malaysia Airlines](#), n'ont lancé pour l'heure aucune expérimentation de ce genre.

Aéronautique : China Eastern annonce une commande ferme pour l'acquisition de 5 appareils C919 de COMAC

Le 1^{er} mars, China Eastern Airlines a annoncé la conclusion d'un contrat ferme pour [l'achat de 5 appareils C919](#), avion monocouloir en développement de COMAC, concurrent de la gamme A320 d'Airbus et 737 de Boeing. La compagnie aérienne avait fait part de ses intentions d'achat dès 2010, suivi en 2016 d'un accord-cadre de coopération avec COMAC. China Eastern sera le client de lancement du C919. Les premiers appareils devraient rejoindre sa filiale One Two Three Airlines (OTT), créée en 2020 pour l'exploitation des appareils de production chinoise, et qui opère déjà l'avion régional ARJ-21

de COMAC. Basée à Shanghai, les C919 de OTT devraient assurer des dessertes de Pékin Daxing, Canton, Shenzhen, Chengdu, Xiamen, Wuhan, ou encore Qingdao.

Cependant, la campagne de certification du C919 conduite avec six appareils de test n'est toujours pas finalisée. COMAC va reporter à l'automne 2021 les essais de résistance au [givrage naturel](#), prévus initialement en mars au Canada. En outre, d'après les informations disponibles, seule la production d'un septième appareil serait effectivement engagée à ce stade. Si une certification de la navigabilité (*Type Certificate*) du C919 avant fin 2021, nécessaire à son entrée en service, reste un objectif partagé par l'avionneur, l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), les autorités locales et nationales, il n'en demeure pas moins que la montée en cadence de la production et la gestion du programme avec les multiples fournisseurs américains et européens vont constituer des défis importants pour COMAC. En effet, l'aéronautique est une industrie à cycle long (de l'ordre de deux ans pour la fabrication d'un appareil de ce type). Dans les prochaines semaines, les fournisseurs attendent donc de COMAC des précisions sur ses objectifs et son calendrier de production.

Dans des [déclarations récentes](#), Guillaume Faury, PDG d'Airbus, estimait que si la concurrence du C919 sera importante à moyen-terme sur le marché chinois, le programme aura besoin de temps pour assoir sa réputation et gagner la confiance des compagnies aériennes à l'international. Pour l'heure, si Ryan Air avait annoncé [son intérêt pour le C919](#) il y a près de dix ans à l'occasion du salon du Bourget, les 815 commandes à affermir de C919 annoncées par COMAC ne concernent que des clients chinois (compagnies aériennes ou sociétés de *leasing*).

Transport aérien : une première évocation d'une levée des restrictions au voyage entre la Chine et les Etats-Unis

Selon [une déclaration](#) de M. WU Zunyou, épidémiologiste en chef de l'agence nationale chinoise de contrôle et de prévention des maladies (CCDC), la Chine et les Etats-Unis pourraient lever mutuellement les actuelles restrictions à la circulation, en août ou en septembre prochains. Ces propos sont issus d'[un séminaire](#) sur la coopération sino-américaine en matière de prévention, contrôle et traitement de l'épidémie de COVID-19, organisé le 1^{er} mars dernier entre l'Université Tsinghua de Pékin et la Brookings Institution, réunissant un panel d'experts chinois et américains. Considérant que l'épidémie a été étouffée en Chine et que les Etats-Unis pourraient atteindre cet été un taux de vaccination de 80 à 90% de la population, M. WU estime que les conditions seraient réunies pour un allègement réciproque des restrictions existantes, en particulier en matière de desserte aérienne.

Ces récentes déclarations sont en contradiction avec la tendance observée depuis un an en Chine, vers toujours plus de limitations de l'exploitation des vols internationaux. En effet, depuis mars 2020, de nombreuses mesures se sont accumulées entraînant une restriction drastique des vols internationaux, incluant des mesures sanitaires grandissantes avant et après embarquement des passagers (dépistage, quarantaines), une limitation des routes, des fréquences et des capacités (plafonnement du taux de remplissage), ou encore des déroutements vers des escales sanitaires intermédiaires préalables pour des destinations comme Pékin et depuis peu Canton ou Shenzhen. S'ajoutent au dispositif actuel les mesures controversées de suspension, pour des durées variables, des liaisons aériennes entre l'étranger et la Chine en fonction du nombre de passagers détectés positifs au COVID-19 sur le territoire chinois (« circuit-breaker »), dont l'application affectent notamment la continuité des vols réguliers entre la France et la Chine (Voir Brèves du SER, [semaine du 22 février](#)). D'après des acteurs du secteur aérien

en Chine, ce volet réglementaire serait sur le point d'être renforcé prochainement, en devenant encore plus contraignant pour les transporteurs aériens. A noter toutefois que depuis l'entrée en vigueur des dispositions de « circuit-breaker » en juin 2020, contrairement aux compagnies chinoises ou étrangères (dont européennes), aucune compagnie américaine n'a jamais écopé de suspension de liaisons aériennes au titre de cette réglementation chinoise.

Aéroports: La restructuration de HNA entraîne la mise en faillite de l'aéroport de Sanya – Phoenix

Alors que le tourisme connaît un formidable essor à Hainan, l'aéroport de Sanya – Phoenix vient d'être déclaré en faillite par le tribunal populaire supérieur de la Province. Dans une décision du 10 février 2021, qui fait suite à un recours déposé fin janvier par les créanciers de l'aéroport, le tribunal ordonne une restructuration de l'aéroport en raison de son incapacité à rembourser ses dettes et de son manque apparent de solvabilité. Les créanciers ont jusqu'au 31 mars pour déclarer leurs créances à l'administrateur chargé de la liquidation.

Sanya Phoenix devient ainsi le premier aéroport de l'histoire de Chine à faire faillite et à devoir se réorganiser. Les raisons de cette faillite sont multiples: le groupe HNA, principal actionnaire de l'aéroport avec 75,24% des parts, fait face depuis 2018 à une série de déboires financiers et a annoncé le 29 janvier dernier qu'il initiait une procédure de liquidation, après une injonction d'un tribunal de la Province de Hainan, suite à son incapacité à faire face à ses obligations de remboursement de dettes à l'endroit de ses créanciers [*Voir Brèves du SER, [semaine du 1er février](#)*]. La pandémie de Covid19 a eu un impact négatif sur les recettes de l'aéroport en 2020 avec une perte de 238 M CNY au cours des trois premiers trimestres 2020). Cette contre-performance doit être mise en regard des résultats enregistrés par l'aéroport en 2017 pour rappel: 1,4 Mds CNY de chiffre d'affaires, et 623 M CNY de bénéfice. L'aéroport de Sanya – Phoenix était alors l'un des aéroports les plus profitables de Chine. En outre avec 15,4 M de passagers accueillis en 2020, Sanya – Phoenix s'est hissé pour la première fois parmi les 20 premiers aéroports de Chine à la faveur d'une baisse (-23,6%) inférieure à celles enregistrées par les autres aéroports chinois (seul l'aéroport de Chongqing a connu une diminution moindre).

La baisse d'activité de la compagnie aérienne Hainan Airlines, propriété du groupe HNA, est également en cause. Hainan Airlines a annoncé le 30 janvier une perte prévisionnelle de 58 Mds CNY au titre de l'exercice 2020, supérieure aux pertes combinées des trois premières compagnies aériennes chinoises, (Air China, China Eastern et China Southern). Enfin, l'aéroport fait lui-même face à un haut niveau d'endettement, aggravé par l'investissement réalisé entre 2015 et 2019 (2,8 Mds CNY) pour mener à bien sa troisième phase d'expansion. A la veille de sa mise en faillite, l'aéroport de Sanya – Phoenix cumulait ainsi une dette totale de 11,5 Mds CNY, dont 8,6 Mds CNY de dette à court terme, pour seulement 4 Mds CNY d'actifs courants. La décision du tribunal de Hainan vient donc mettre un terme à la débâcle financière, et la restructuration devrait permettre à l'aéroport de repartir sur des bases plus saines. Il s'agit cependant d'un coup dur supplémentaire pour le groupe HNA, principal débiteur de l'aéroport, qui pourrait être obligé de transférer ses actifs à la Province. Les perspectives de développement, y compris dans leur aspect financier, de l'aéroport Sanya – Phoenix demeurent néanmoins positives en lien avec le développement du tourisme à Hainan et la croissance des flux de passagers qui en découle.

Pour rappel, le projet de second aéroport à Sanya – lancé en 2016 avant d’être interrompu en juillet 2017 en raison de son impact sur la biodiversité de la baie de Hongtang – n’est toutefois pas abandonné. Ce projet figure dans le Quatorzième plan quinquennal de la Province, la construction devrait reprendre fin 2021 pour une mise en service prévue en 2025 - contre 2020 initialement. Ce nouvel aéroport prévoit d’accueillir jusqu’à 56 M de passagers par an et 1,7 million de tonnes de fret à l’horizon 2035.

[Source](#)

Brève rédigée par le service économique du consulat général de Canton

Retour au sommaire ([ici](#))



Actualités régionales

Delta du Yangtsé : stabilité du trafic de conteneurs dans les ports de Shanghai et Ningbo en 2020

Malgré l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur les trafics portuaires, les ports conteneurisés de Shanghai et Ningbo ont conservé une croissance stable en 2020. Le port de Shanghai, premier port à conteneurs chinois et premier mondial, enregistre un trafic de 43,5 millions d'EVP, avec une croissance de +0,5 %. Le port de Ningbo enregistre 28,7 millions d'EVP, en croissance de +4,3 %, au deuxième rang national, suivi de Guangzhou, Shenzhen et Qingdao. La croissance globale du trafic de conteneurs des ports chinois s'élève à +3,4 % avec 233,1 millions d'EVP. Pour mémoire, la Chine présente 7 des 10 premiers ports mondiaux en 2019, en incluant Hong-Kong.

Source : [Mer et Marine](#)

Shanghai : renforcement du rôle régional et international du hub de Hongqiao

À l'occasion d'une conférence le 3 mars, les autorités municipales de Shanghai ont présenté le nouveau rôle du hub de Hongqiao. Située à l'Ouest de Shanghai, la zone de Hongqiao comprend un aéroport (45 millions de passagers avec environ 273 000 vols en 2019), la gare principale de Shanghai ainsi qu'un quartier d'affaires et des quartiers résidentiels. Les autorités municipales ont présenté l'expansion des dix dernières années de la zone de Hongqiao vers le Sud (baie de Hangzhou) et le Nord (Sud du Jiangsu), couvrant aujourd'hui une superficie de 7000 km² avec 15 millions d'habitants. La zone de Hongqiao, rebaptisée « Hongqiao International Open Hub », va bénéficier de nouvelles mesures et projets afin d'accroître son intégration avec les provinces avoisinantes du delta du Yangtsé et de renforcer son ouverture internationale.

Source : [Wenhui News](#)

Guizhou : L'urbanisation, le tourisme et l'économie numérique, trois objectifs prioritaires du Guizhou d'après son 14ème plan quinquennal

Le 28 février, la province du Guizhou a publié le texte intégral du 14ème plan quinquennal, qui met en valeur plusieurs secteurs dont :

L'urbanisation, avec la constitution de deux agglomérations avec d'une part Guiyang-Gui'an-Anshun avec un objectif démographique de 10 M d'habitants permanents et l'agglomération Zunyi, à 5 M d'habitants permanents d'ici 2035. Les villes situées aux nœuds de transport de la province (Liupanshui, Bijie, Tongren, Duyun, Kaili, Xingyi) sont également prioritaires pour un développement urbain accéléré.

Le tourisme, dans lequel le Guizhou prévoit d'investir chaque année 100 Md CNY durant le 14ème plan quinquennal. L'amélioration des sites touristiques actuels pour former 100 circuits touristiques de qualité et la construction de 10 zones touristiques-clé sont envisagées d'ici 2025. Les sports et la détente en montagne, les stations thermales, le tourisme de la culture de l'alcool, le tourisme thématique astronomique et le tourisme de culture rouge sont les thèmes privilégiés. De 2016 à 2019, le revenu total du secteur a augmenté de 30%. Le PIB du tourisme devrait atteindre 150 Md CNY pendant le 14ème plan.

Quant à l'économie numérique, l'industrie de big data du Guizhou en sera le principal contributeur, avec un chiffre d'affaires attendu à 160 Md CNY en 2025. L'économie numérique devrait atteindre plus de 40% de PIB du Guizhou au cours du 14ème plan quinquennal. Des projets tels que le parc industriel du big data d'Inspur à Guiyang, la base nationale du logiciel de Guiyang, la zone de développement de l'industrie du big data satellitaire de Guiyang et la base de production et le centre d'innovation du serveur Kunpeng de Huawei, seront les projets clés du Guizhou dans les prochaines années.

Enfin, des objectifs spécifiques sont assignés au groupe Kweichow Moutai, basé à Zunyi et première capitalisation boursière à Shanghai (plus de 400 Md USD de capitalisation). Les volumes vendus devront augmenter de 25 % d'ici 2025, à 600 millions de litres, et le chiffre d'affaires devra doubler pour atteindre 250 Md CNY. L'objectif est de faire entrer le groupe dans la liste du « Fortune Global 500 ».

Retour au sommaire ([ici](#))



Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : réforme de la composition du Hang Seng Index

L'indice de référence de la bourse de Hong Kong, le HSI, lancé il y a 52 ans s'apprête à connaître d'importants changements. Le nombre de titres constituant l'indice va en effet passer de 55 actuellement à 80 d'ici le milieu d'année 2022, afin de regrouper à terme 100 titres listés à la bourse de Hong Kong. Cette réforme constitue ainsi le plus important changement jamais connu par le HSI.

Par ailleurs, le poids maximal d'un titre au sein de l'indice sera limité à 8% contre 10% aujourd'hui et ce, dès juin 2021. Cette mesure, tout comme l'élargissement à 80 puis 100 titres au sein de l'indice participera à en réduire la volatilité, du fait d'une moindre concentration autour des plus fortes capitalisations boursières. La réforme vise en outre à accroître la représentativité de l'indice vis-à-vis de chacun des secteurs économiques, avec pour objectif qu'au moins 50% de la capitalisation boursière de chaque secteur soit couverte par le HSI.

Cette réforme fait suite à une consultation lancée en janvier 2021 qui avait vu 80% des acteurs sondés se déclarer favorables à l'élargissement du nombre de titres constituant l'indice HSI.

Bourse : le listing de SPACs à la bourse de Hong Kong étudié par le gouvernement hongkongais

Le secrétaire financier Paul Chan a déclaré le 2 mars qu'il envisageait de rendre possible l'inscription de SPACs à la cote hongkongaise. La SFC (*Securities & Futures Commission*) et HKEX ont ainsi été chargés par le gouvernement hongkongais de travailler à la mise en place de cette nouvelle modalité de levée de fonds.

Les SPACs (*Special Acquisition Company* ou société d'acquisition à vocation spécifique) désignent un nouveau type de véhicule d'investissement, sous la forme d'une entreprise sans activité opérationnelle, c'est-à-dire d'une «coquille vide» qui permet ensuite de lever des fonds via une introduction en bourse traditionnelle afin de venir réaliser des acquisitions dans des entreprises non-cotées. L'année 2020 a vu l'essor de ce modèle de levée de fonds avec à New York 248 SPACs créées, ayant permis de lever 83 Mds USD (47 Mds USD en 2019).

Cette annonce intervient deux semaines après celle de la bourse de Singapour dont le directeur général Loh Boon Chye a déclaré que les premières introductions en bourse de SPACs pourraient avoir lieu dès cette année à Singapour.

Budget en déficit pour 2021-22

Le Secrétaire aux Finances hongkongais a présenté le budget de Hong Kong pour l'année fiscale 2021-22 le 24 février dernier. Celui-ci se fonde sur une prévision de croissance comprise entre 3,5% et 5,5% en 2021 après une contraction du PIB de -6,1% en 2020. Le budget 2021-22 affiche une baisse des dépenses de 11,3% par rapport à l'exercice précédent, et prévoit des mesures de soutien à l'économie de 15,6 Mds USD. Les entreprises bénéficieront d'un plan de soutien assez modeste de 1,23 Mds USD

même si plusieurs mesures de 2020 sont prolongées avec parfois une réduction des subventions. Plusieurs mesures à destination des ménages ont été annoncées dont des bons d'achat d'une valeur de 5 000 HKD ainsi que des prêts à 1% garantis par le gouvernement pour les personnes sans emploi. Sur l'année 2021-22, le budget hongkongais affiche un déficit de 13,2 Mds USD (3,6% du PIB hongkongais) et le retour à l'équilibre budgétaire n'est pas attendu avant 2025-26.

Actualité monétaire : le gouvernement émet pour 1 milliard HKD (130 M USD) d'obligations souveraines à 15 ans

La HKMA a alloué le 3 mars des obligations souveraines d'une maturité de 15 ans, avec un coupon annuel de 1,59%. Cette émission a été 1,74 fois sursouscrite, permettant à la HKMA d'allouer ces obligations à un prix moyen de 97,52, soit un rendement actuariel de 1,787%.

Actualité monétaire : HKMA publie ses statistiques pour le mois de janvier 2021

Les statistiques publiées le 27 février par HKMA font état d'une hausse de 9,8% des dépôts auprès des institutions bancaires locales sur le mois de janvier 2021 (+18,6% pour les dépôts en HKD et +1% pour les dépôts en devises étrangères). Le montant total des transferts en RMB s'est lui établi à 581,3 Mds RMB (87 Mds USD), contre 535,8 Mds RMB (80 Mds USD) en décembre 2020. Le total des prêts accordés au mois de janvier progresse de 11,8% en glissement annuel, dont 16,7% de hausse pour les prêts libellés en HKD (leur plus forte croissance depuis 2017).

HKMA a indiqué que cette hausse des crédits et des dépôts s'expliquait davantage par une croissance des financements souscrits par les investisseurs afin de participer aux introductions en bourse de ce début d'année que par la reprise de l'investissement privé ou de la croissance.

Ventes de détail : Hong Kong voit ses ventes de détail se contracter fortement au mois de janvier 2021

Les ventes de détail reculent en janvier de -13,3% en glissement annuel à 4,2 Mds USD et en volume de -14,5%. Cette baisse s'explique principalement par les mesures de distanciation sociale prolongées et la date du Nouvel An chinois, en février cette année. Il faudra attendre les chiffres du mois de février 2021, incorporant le surplus de consommation lié au nouvel an chinois pour se faire une réelle idée de la tendance en ce début d'année.

La baisse des ventes de détail se traduit par des tendances contrastées selon les segments de distribution. Les ventes en ligne sont en hausse de 92,1% (g.a) à 312 M USD, celles en supermarché se contractent, elles de 9%. Par type de bien, l'habillement et les chaussures ont chuté de 21,3%, les bijoux et produits horlogers de 35,7%. Les biens de consommation durables voient en revanche leurs ventes croître de 28,2%, ainsi que les ventes d'articles d'ameublement (+25,0%).

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Casinos : les revenus des casinos ont augmenté en février de +135,6%

Les revenus des casinos ont augmenté en février de +135,6% en glissement annuel à 920 M USD. Pour mémoire, les casinos avaient fermé 15 jours le 4 février 2020. Malgré les vacances du Nouvel An chinois, les revenus ont chuté de -8,9% par rapport au mois précédent en raison des mesures prises en Chine pour limiter les déplacements.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Production industrielle : net rebond de certains secteurs traditionnels en janvier

Selon le ministère de l'économie (MOEA), la [production industrielle a augmenté de 18,81% en janvier](#), par rapport à janvier 2020, soit la 12^{ème} augmentation mensuelle consécutive. Elle baisse toutefois de -3,4% par rapport au mois de décembre dernier. Largement dépendante du secteur manufacturier (+19,67%), cette augmentation résulte principalement des industries électronique (+21,16%), chimique (+13,44%), des composants optiques (+24,54%) et des métaux (+19,52%). Parmi les secteurs des composants électroniques, celui des semi-conducteurs et des écrans LCD progressent respectivement de 24,67% et 21,05%, en raison de la demande externe d'équipements destinés aux secteurs des télécommunications (5G), des services « HPC » (High Performance Computing), de l'IoT et du télétravail.

Commerce de détail : forte progression du marché automobile et du e-commerce en janvier

Les dernières statistiques du MOEA indiquent que le [commerce de détail s'est élevé, en janvier 2021, à 368,1 Mds TWD \(près de 13 Mds USD\)](#), soit une augmentation de 3,6% par rapport à janvier 2020. Cette hausse dépend largement des ventes de véhicules (+29,2%) et des ventes en ligne (+28,1%). Le commerce de gros progresse également de 23,1% à 993,6 Mds TWD alors que celui des produits alimentaires et des boissons diminue de 15,3% à 70,2 Mds TWD.

Balance des paiements : forte progression au T4 2020

D'après la dernière [publication de la Banque centrale de Taiwan \(CBC\) portant sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi, au 4^{ème} trimestre 2020, à 27,3 Mds USD (contre 16,9 Mds au T4 2019). Il provient essentiellement du commerce de biens (excédent de 23 Mds USD, contre 14 Mds USD au T4 2019), en raison de la forte demande d'équipements liés au télétravail et à la 5G, et au lancement de nouveaux produits électroniques. Au T4 2020, les sorties nettes du compte financier s'élèvent à 2,2 Mds USD (contre 10,9 Mds au T4 2019) : les IDE ont enregistré un solde de 20 M USD avec une augmentation des sorties (+3,54 Mds USD) et des entrées (+3,56 Mds USD) ; les mouvements sur les dérivés diminuent légèrement avec un solde de -1,2 Mds USD. Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif, tiré par des investissements importants des compagnies d'assurance taiwanaises dans les titres de créance (*debt securities*) à l'étranger (6,2 Mds USD), avec des investissements étrangers dans les actifs taiwanais (*equity*) relativement faibles (4,3 Mds USD).

Mix énergétique : mobilisation contre le projet de construction d'un troisième terminal gazier

Ce sont plus de [290 000 signatures](#) qui ont été collectées en faveur d'un référendum sur la protection des récifs algaux afin de mettre fin au projet de construction, par l'entreprise publique CPC, d'un troisième terminal gazier dans le parc industriel de Guantang à Taoyuan destiné à alimenter la [centrale électrique de Datan](#). Il ne manque plus que 50 000 voix pour engager une procédure de référendum. Alors que Taiwan se dirige vers une sortie du nucléaire et que l'arrêt de la centrale n°2, située au Nord-Est, a été [avancé](#), le gouvernement souhaite mener à bien ce projet pour atteindre son objectif d'une part du gaz naturel dans le mix énergétique de 50% en 2025. Le bureau de l'énergie explique notamment que son empreinte environnementale a été réduite et qu'il se situe au niveau d'un site préexistant. [Pour ce faire](#), le gouvernement souhaite ajouter sur les quatre prochaines années, 15,2 GW de capacité installée à partir du gaz naturel (Datan représentant environ un cinquième de cette capacité) et 25,7 GW d'ENR. Parallèlement, l'équivalent de 10,2 GW de puissance installée devrait être démantelée à part égale entre énergies nucléaire et fossile.

Retour au sommaire ([ici](#))

Mongolie

Rio Tinto : Oyu Tolgoi paie 230 Mds MNT (68 MEUR) d'arriérés d'impôts au Trésor mongol dans le cadre d'une négociation visant à remplacer d'accord d'expansion de la mine souterraine de 2015.

L'entreprise minière Oyu Tolgoi (joint-venture entre la société Turquoise Hill Ressources, majoritairement détenue par le groupe minier australo-britannique Rio Tinto, et l'Etat mongol) a versé jeudi 25 février 2021, [230 Mds MNT \(68 MEUR\) au Trésor mongol](#), dans le cadre d'une requête adressée à l'entreprise par le Département général des impôts de Mongolie. Le fisc mongol réclame à Oyu Tolgoi 649,4 Mds MNT (191 MEUR), au motif que la société n'aurait pas payé l'ensemble des taxes dues (ni les amendes et pénalités associées) entre 2016 à 2018. Selon, une source officielle, la société serait prête à payer 400 Mds MNT (118 MEUR) dans un futur proche.

[Rio Tinto a financé seul la construction et l'exploitation de la mine géante d'Oyu Tolgoi](#) (qui exploite l'une des plus importantes réserves de cuivre et d'or identifiées au monde) et a accordé à l'Etat mongol un prêt lui permettant de financer sa part de propriété de la mine (34%). Rio Tinto, facture à l'Etat mongol les frais d'opération de la mine ainsi que les intérêts de paiement du prêt. Selon les modalités de l'accord d'expansion de la mine souterraine, conclu en 2015 (ndr. accord de Dubai), Oulan-Bator doit rembourser le prêt dans son entièreté avant de pouvoir toucher des dividendes sur l'exploitation de la mine (l'Etat percevant toutefois des redevances sur les volumes de minerais extraits et des taxes sur les volumes exportés).

Rio Tinto a annoncé en décembre 2020 que l'expansion souterraine d'Oyu Tolgoi prendrait deux ans supplémentaires pour un surcoût de 1,5 Md USD par rapport aux 6,8 Mds USD originellement prévus dans l'accord. Dans ces conditions, il est peu probable que le gouvernement touche des dividendes à

partir de 2032, comme ce qui était envisagé en 2015. Le public et le gouvernement craignant alors que ce retard empêche la Mongolie de bénéficier de l'exploitation de la mine, avant que la majeure partie des ressources soient épuisées.

Suite à une résolution du Parlement de Mongolie, un groupe de travail mis en place par le gouvernement négocie avec Rio Tinto afin d'annuler et remplacer l'accord de Dubai, et signer un nouvel accord qui serait plus favorable aux intérêts de la Mongolie. Selon B. Solongoo, cheffe adjointe du secrétariat du cabinet des ministres en charge des négociations, Rio Tinto serait prêt à réduire le taux d'intérêt du prêt accordé à l'Etat mongol ainsi que ses frais de gestion.

Finances publiques : les investissements directs étrangers devraient atteindre 1,4 Md USD en 2021

Selon l'office national des statistiques mongol, la balance des paiements de la Mongolie affichait en janvier 2021 un déficit de 160,7 MUSD, ce qui présente une amélioration comparé à la même période l'année passée. Le déficit du compte courant a fortement baissé à 30,6 MUSD et les exportations nettes ont atteint 160,1 MUSD sur la même période. Le Ministère des mines et de l'industrie lourde a indiqué que les exportations de charbon et de concentré de cuivre ont augmenté au cours des deux premiers mois de l'année par rapport à l'année précédente. En janvier, les investissements directs étrangers ont atteint 100,3 MUSD, en hausse comparé à janvier 2020. La banque de Mongolie estime que les [investissements directs étrangers atteindront 1,4 MdUSD en 2021](#), la plupart desquels seront destinés à l'expansion de la mine souterraine d'Oyu Tolgoi (Rio Tinto-Etat Mongol). La balance des paiements devrait alors enregistrer un excédent de 600 à 700 MUSD sur l'année.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotte Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr